

Unité départementale de la Moselle
Cité administrative POLYGONE - bâtiment A
5 rue Hinzelin
CS 50551
57009 Metz Cedex

Metz, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ArcelorMittal France - Crassier de Marspich

17 avenue des Tilleuls
57190 Florange

Références : SEREMANGE-ERZANGE_ARCELOMITTAL-CRASSIER-MARSPICH_2025-11-
25_RAPVI_CO_02254
Code AIOT : 0006201497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2025 dans l'établissement ArcelorMittal France - Crassier de Marspich implanté Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57290 Serémange-Erzange. L'inspection a été annoncée le 26/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de réexamen remis par l'exploitant au titre de la directive IED, et conformément aux dispositions des articles R.515-70 et R.515-71 du code de l'environnement.

Ce dossier ne concerne que l'installation de stockage de déchets dangereux (casiers étanches) du crassier de Marspich.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ArcelorMittal France - Crassier de Marspich
- Usines à Chaud - Portier de la Vallée 57290 Serémange-Erzange
- Code AIOT : 0006201497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'arrêté Préfectoral n°2007-DEDD/IC-403 du 7 novembre 2007 modifié autorise la société Arcelor Atlantique et Lorraine, devenue ArcelorMittal France, à exploiter sur le territoire des communes de Serémange-Erzange, Florange, Hayange et Terville les installations de stockage de déchets industriels, de coke et de soufre.

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-124 du 20 mai 2016 modifié fixant des prescriptions complémentaires pour l'ensemble des unités exploitées par la société ArcelorMittal France sur les communes de Hayange, Serémange-Erzange et Florange et en particulier celles relatives à la collecte des eaux pluviales.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Suivi de l'exploitation - phasage	Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 37	Demande d'action corrective	1 mois
9	Surveillance des eaux	Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 32	Demande d'action corrective	3 mois
10	Remise du rapport de base	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-81	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.1.3	Sans objet
2	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.1.4	Sans objet
3	Procédure d'acceptation préalable d'un déchet et vérification à l'arrivée	Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déchets admissibles	Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 4 (partiel)	Sans objet
5	Registre d'admission	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.7 (partiel)	Sans objet
7	Surveillance des eaux souterraines (1/2)	Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 33 (partiel)	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines (2/2)	Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 5.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en exergue le non-respect d'une des prescriptions de l'arrêté ministériel relatif aux installations de stockage de déchets dangereux, relative à la surveillance des rejets d'eaux pluviales des eaux périphériques aux casiers qui n'était jusqu'alors pas mise en oeuvre. L'exploitant a entamé les actions correctives nécessaires pour lever cet écart. Par ailleurs, une clarification de l'exploitant est attendue sur le plan de phasage de l'exploitation, qui doit être actualisé.

Enfin, en marge du dossier de réexamen, il était attendu de l'exploitant qu'il remette un rapport de base (tel que prévu à l'article R.515-81 du code de l'environnement), ou à défaut un mémoire justifiant la non-soumission dûment étayé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.1.3
Thème(s) : Autre, Principes de gestion de l'installation
Prescription contrôlée : Seuls les déchets provenant des installations citées ci-dessous sont autorisés sur le crassier de Marspich : <ul style="list-style-type: none"> - ARCELOR MITTAL, agglomération de minerai de Rombas, - ARCELOR MITTAL, cokerie de Sérémange-Erzange, - ARCELOR MITTAL, hauts-fourneaux de Hayange, - ARCELOR MITTAL, aciérie de Sérémange-Erzange, - ARCELOR MITTAL, train à chaud de Sérémange-Erzange, - ARCELOR MITTAL, unité tôles fines de Florange-Ebange, - ARCELOR MITTAL, site de Sainte-Agathe à Florange, - ARCELOR MITTAL, unité d'électrozingage de Florange, - ARCELOR MITTAL PACKAGING, site de Florange,

<p>- ARCELOR MITTAL, site de Gandrange. Les déchets peuvent être admis directement sur le crassier ou après traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les seuls déchets entrants recensés au droit des casiers étanches (partie ISDD) sont les boues provenant du traitement des eaux résiduaires des différentes entités ARCELORMITTAL, au droit de la station d'épuration DEGREMONT localisée au sein de l'entité ARCELORMITTAL PACKAGING.</p> <p>Les quantités déclarées sur l'outil GEREP de déclaration annuelle (1073 tonnes pour l'année 2024) sont cohérentes avec le registre de production consulté sur l'outil Trackdéchets (différentiel < 2 tonnes, pouvant correspondre à un transfert en cours).</p> <p>L'installation accueille également des déchets inertes de déchets de construction et de démolition provenant des différents sites, suite à des opérations de construction ou de démantèlement. La quantité acceptée en 2024 (347 tonnes) est en nette baisse par rapport aux années précédentes (2022 : 4917 tonnes, notamment liées au chantier de construction Galsa 2 2023 : 1200 tonnes, notamment liées au chantier de l'entité 'Train à chaud').</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Bilan annuel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.1.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Principes de gestion de l'installation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant adresse une fois par an à l'inspection des installations classées un rapport d'activité composé de tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement des installations de stockage de déchets dans l'année écoulée. Ce bilan peut être réalisé conjointement avec d'autres installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant adresse chaque année à l'Inspection un rapport d'activité intitulé "Bilan annuel zone co-produits de Marspich" : vu les deux derniers bilans datés du 18 février 2025 pour le compte de l'année 2024, et du 8 avril 2024 pour le compte de l'année 2023.</p> <p>A noter que suite à une observation formulée lors d'une précédente visite d'inspection portant notamment sur le respect de cette prescription, l'exploitant a complété ces bilans par les informations relatives à l'emplacement des casiers, aux niveaux topographiques des terrains ainsi qu'au schéma de collecte des eaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédure d'acceptation préalable d'un déchet et vérification à l'arrivée

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 8</p>
<p>Thème(s) : Autre, Admission des déchets dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

La procédure d'acceptation en « installation de stockage de déchets dangereux » comprend trois niveaux de vérification : la caractérisation de base, la vérification de la conformité, la vérification sur place.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit en premier lieu faire procéder à la caractérisation de base définie au point 1.1 de l'annexe I.

Le producteur, ou détenteur, du déchet doit ensuite, et au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, faire procéder à la vérification de la conformité. Cette vérification de la conformité est à renouveler au minimum une fois par an. Elle est définie au point 1.2 de l'annexe I.

Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur, ou détenteur, d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Pour les installations de stockage internes, le certificat d'acceptation préalable n'est pas requis dès lors qu'une procédure interne d'optimisation de la qualité dans la gestion des déchets est mise en place. Toutefois, les essais de caractérisation de base et de vérification de la conformité telles que définies aux points 1.1 et 1.2 de l'annexe I restent nécessaires.

[Le point 1.1 (Caractérisation de base) et le point 1.2 (vérification de la conformité) de l'annexe I ne sont pas ici recopiés]

Constats :

Au cours de cette visite, l'Inspection n'est pas revenue sur la caractérisation de base, établie il y a de nombreuses années lors du premier apport de déchets.

En revanche, la vérification de conformité a été étudiée : chaque année, l'exploitant procède à une analyse d'un échantillon des boues provenant de l'entité ARCELORMITTAL PACKAGING afin de vérifier que les critères d'acceptation dans une installation de stockage de déchets dangereux sont respectés, et établit un Certificat d'Acceptation Préalable.

Le certificat le plus récent a été présenté : vu le C.A.P n°AMF-001 daté du 01/01/2025 (signé le 31/01/2025), avec une période de validité allant du 1er janvier au 31 décembre 2025, pour les "Boues filtre presse station Degrément APF" - code déchet 06.05.02*. Le C.A.P rappelle les critères d'admission pour les déchets dangereux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 4 (partiel)

Thème(s) : Autre, Admission des déchets dangereux

Prescription contrôlée :

[...]

A l'exception des déchets contenant de l'amiante « et des déchets de mercure métallique », le déchet doit, pour être admis, satisfaire aux critères fixés au point 3 de l'annexe I.

Après justification particulière et sur la base d'une étude visant à caractériser le comportement d'une quantité précise d'un déchet dans une installation de stockage donnée et son impact

potentiel sur l'environnement et la santé, les critères d'admission de ce déchet pourront être adaptés par arrêté préfectoral. En tout état de cause, les seuils retenus dans l'arrêté ne pourront pas dépasser d'un facteur 3 les seuils figurant au point 3 de l'annexe I. Cette adaptation des seuils ne pourra concerner que les seuils relatifs aux éléments métalliques et aux fluorures sur la fraction extraite du lixiviat.

[...]

Critères du point 3 de l'annexe I :

Les déchets pourront être admis s'ils respectent les seuils suivants :

- $4 < \text{pH} < 13$ mesure effectuée sur l'éluat ;
- Fraction soluble globale $< 10 \%$ en masse de déchet sec ;
- Siccité $> 30 \%$ en masse du déchet sec.

Les seuils ci-dessous portent sur la fraction extraite de l'éluat, exprimée en mg/kg de déchet stabilisé sec :

- COT $< 1\,000 \text{ mg/kg}$;
- Cr $< 70 \text{ mg/kg}$;
- Pb $< 50 \text{ mg/kg}$;
- Zn $< 200 \text{ mg/kg}$;
- Cd $< 5 \text{ mg/kg}$;
- Ni $< 40 \text{ mg/kg}$;
- As $< 25 \text{ mg/kg}$;
- Hg $< 2 \text{ mg/kg}$;
- Ba $< 300 \text{ mg/kg}$;
- Cu $< 100 \text{ mg/kg}$;
- Mo $< 30 \text{ mg/kg}$;
- Sb $< 5 \text{ mg/kg}$;
- Se $< 7 \text{ mg/kg}$;
- Fluorures $< 500 \text{ mg/kg}$.

Outre les valeurs limites de lixiviation, les déchets admis en installation de stockage de déchets dangereux doivent, après une éventuelle stabilisation, avoir une valeur en carbone organique total inférieure ou égale à 6% en masse de déchet sec. Si cette valeur est dépassée, une valeur plus élevée peut être admise à la condition que la valeur limite de $1\,000 \text{ mg/kg}$ soit respectée pour le COT sur le lixiviat sur la base d'un pH 7 ou au pH du déchet.

Constats :

Comme évoqué au point précédent, en vue de la délivrance du Certificat d'Acceptation Préalable, l'exploitant procède à une campagne de caractérisation des boues (seul déchet dangereux accepté dans les casiers étanches de l'ISDD).

L'Inspection a consulté les 2 derniers rapports d'analyse :

- vu le rapport d'analyses du laboratoire EUROFINIS du 06/02/2024 suite au prélèvement du 29/12/2023 pour caractérisation
- vu le rapport d'analyses du laboratoire FLANDRES ANALYSES du 29/01/2025 suite au prélèvement du 17/01/2025 pour caractérisation

Au travers de ces 2 rapports d'analyse, l'ensemble des critères d'admission sont satisfaits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 3.4.7 (partiel)
Thème(s) : Autre, Admission des déchets dangereux
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception, - l'origine et la nature des déchets, - le volume (ou la masse) des déchets - éventuellement, le nom du transporteur, - le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté son registre d'admission, tenu sous format informatique. Les champs prévus dans la prescription étudiée y figurent, hormis le motif du refus d'admission dans la mesure où il n'y a jamais eu de refus. Au travers du registre il a été constaté qu'à 2 reprises, l'envoi de boues provenant de l'entité 'ARCELORMITTAL PACKAGING' s'est fait dans une filière autre que le stockage dans les casiers, en raison d'un défaut de siccité identifié en amont (= anticipation d'un refus d'acceptation). Les éléments du registre sont incrémentés sur un outil interne 'TENNAXIA', fonctionnant en lien avec l'outil Trackdéchets pour la génération et le suivi des Bordereaux de Suivi de Déchets.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi de l'exploitation - phasage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 37
Thème(s) : Autre, Suivi de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan et des coupes de l'installation de stockage qui sont envoyés annuellement à l'inspection des installations classées. Ils font apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - les rampes d'accès ; - l'emplacement des casiers et des alvéoles du stockage prévus à l'article 22 ; - les niveaux topographiques des terrains ; - le schéma de collecte des eaux prévu au titre II ; - les déchets stockés casier par casier, alvéole par alvéole, couche par couche (provenance, nature, tonnage) ; - les zones aménagées ; - les zones de stockage temporaire de déchet de mercure métallique, le cas échéant.

Constats :

En raison de la typologie 'monodéchet' et du tonnage accepté (environ 300 tonnes par trimestre, répartis sur plus de 500 m² de surface, engendrant une hauteur de remplissage n'évoluant pas rapidement), l'exploitant n'actualise son plan d'exploitation qu'au moment de la transmission du rapport annuel.

Hormis les rampes d'accès (l'exploitation du casier ne nécessite pas de rampe d'accès : les boues sont déversées puis régaliées par un engin de manutention), l'ensemble des informations requises sont reportées sur le plan de phasage d'exploitation.

Si l'argumentaire concernant l'actualisation annuelle du plan d'exploitation peut s'entendre, il n'en demeure pas moins que le plan "repérage implantation 1/500" transmis en février 2025 nécessite une actualisation par rapport à la situation observée (casier 7 encore noté en exploitation, casier 9 noté en 'extension future' alors que celui-ci a été rempli). De plus, l'Inspection souligne l'absence de légende sur le schéma de collecte des eaux et un besoin de clarifier celui-ci, du fait de l'utilisation de codes couleur différents pour des mêmes types d'effluents a priori.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de tenir son plan d'exploitation à jour au regard de la situation constatée le jour de la visite d'inspection, et de clarifier le schéma de collecte des eaux. L'actualisation annuelle peut s'entendre lorsqu'aucune opération majeure n'intervient, mais le transfert de déchets entre casiers par exemple nécessite une actualisation du plan.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des eaux souterraines (1/2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 33 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant installe autour du site un réseau de mesure de la qualité des eaux souterraines constitué de puits dont le nombre, la profondeur, la disposition et la fréquence de prélèvement sont déterminés sur la base des données de l'étude demandée à l'article 14.

La surveillance peut, en fonction du contexte hydrogéologique, concerner une ou plusieurs nappes aquifères souterraines.

[...]

Pendant l'exploitation, l'exploitant effectue une surveillance, au minimum semestrielle, du niveau des eaux souterraines, en périodes de hautes et basses eaux.

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées

conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et, éventuellement, complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées à l'article 34 sont mises en œuvre.

Constats :

L'exploitation fait l'objet d'une surveillance des eaux souterraines conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel.

Les modalités pratiques de cette surveillance sont définies au chapitre 5.2 de l'AP du 7 novembre 2007, et complétées à l'article 2 de l'arrêté complémentaire du 20 mai 2000.

(cf. constat suivant)

Les résultats de cette surveillance semestrielle sont communiqués à l'Inspection, et la synthèse présentée sous forme de tableaux, tenus sous format informatique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines (2/2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2007, article 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance

Prescription contrôlée :

La surveillance des eaux souterraines s'effectuera par le biais de 6 piézomètres (MP1 à MP6), (*modification APc 20/05/2020*) "ainsi que sur le piézomètre complémentaire MP7 préconisé dans le rapport d'avril 2017 de l'hydrogéologue, implanté au Nord-Est du site" :

Piézomètre	Coordonnées Lambert (X)	Coordonnées Lambert (Y)
MP1	872.990	1188.569
MP2	873.544	1187.635
MP3	872.772	1188.450
MP4	874.021	1187.471
MP5	872.873	1187.471
MP6	872.156	1187.674
+ MP7		

L'exploitant effectue une surveillance semestrielle, au niveau des eaux souterraines, en périodes de hautes et basses eaux, et les analyses suivantes sur chacun des piézomètres :
pH, F-, Cd, Zn, Fe, Pb, Cr(VI), Ni, indice phénols, HC totaux, CN totaux

(modification APc 20/05/2020) "ainsi que ceux préconisés dans le dernier rapport de l'hydrogéologue, à savoir DCO et sodium, et les chlorures"

Les résultats seront transmis à l'inspecteur des installations classées.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et, éventuellement, complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant met en oeuvre un plan d'action et de surveillance renforcée.

Constats :

La surveillance s'effectue bien au droit des 7 piézomètres visés par l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2007 et de l'arrêté complémentaire du 20 mai 2020, et sur l'ensemble des paramètres listés.

A ce jour les résultats ne mettent pas en évidence de dégradation particulière de la nappe.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/12/2002, article 32

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Pour les installations ayant fait l'objet d'une autorisation après le 1er janvier 1994, une analyse au minimum trimestrielle de la qualité des eaux stockées dans le bassin prévu à l'article 20 porte sur les paramètres mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 30.

En particulier, concernant les rejets des autres substances dangereuses, lorsque les seuils définis ci-dessous sont dépassés en contributions nettes, l'exploitant réalise les mesures suivantes :

	fréquence	seuil de flux
Autre substance dangereuse visée à l'article 30-3	mensuelle trimestrielle	100 g/j 20 g/j
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 30-3	mensuelle trimestrielle	5 g/j 2 g/j

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions

introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

Constats :

A ce jour, seule une surveillance du ruisseau Le Marspich en amont et en aval du site est effectuée. Cette surveillance intervient dans le cadre de l'arrêté complémentaire du 20 mai 2020, dans le cadre d'une surveillance de l'impact du crassier.

Toutefois, la surveillance attendue par l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 ne vise que les rejets d'eaux pluviales collectées au droit de l'installation de stockage, et est à considérer de manière distincte. De plus la liste des paramètres à surveiller est bien plus conséquente que les paramètres suivis actuellement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de l'exploitant qu'il remédie à cette non conformité, en mettant en place une surveillance des eaux pluviales telle que prévue à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002, sur les paramètres visés à l'article 30.

L'Inspection souligne que suite à ce constat de non-conformité, l'exploitant s'est engagé à remédier à ce constat et a d'ores-et-déjà entamé les démarches nécessaires (réalisation de premières analyses, devis en cours auprès d'un hydrogéologue pour certaines autres mesures).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Remise du rapport de base

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.515-81

Thème(s) : Autre, Rapport de base

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant adresse au préfet, avant la première actualisation des prescriptions, le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R. 515-59.

Constats :

Le rapport de base tel que prévu à l'article L.515-30 du code de l'environnement, n'a pas été remis par l'exploitant en marge de son dossier de réexamen.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de remettre le rapport de base, dont la méthodologie est précisée dans un guide du ministère et consultable par l'exploitant.

A défaut, l'exploitant peut remettre un mémoire justificatif de non soumission basé sur un argumentaire lui aussi précisé dans le guide méthodologique.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois